

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 23 juin 2013

N° 393

PRIX : 0,60 Euro

MALI



APRÈS L'ACCORD DE OUAGADOUGOU

QUELLE PAIX ?

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mali : Après l'accord de Ouaga, quelle paix ?

Page 3

Mali : Des soldats revendiquent des primes et des promotions

Page 4

Sénégal: La colère des enseignants face au mépris du gouvernement

Page 5

Côte d'Ivoire :

-Les multinationales sèment la misère et bénéficient du travail des enfants

Page 6

Tchad : Des travailleurs en grève de la faim pour le paiement de leurs droits

Page 6-7

Madagascar : Après le limogeage des parlementaires la crise politique s'aggrave

Page 8-9

Controverse entre l'Egypte et l'Ethiopie à propos du nil

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

MALI

**APRÈS L'ACCORD DE OUAGA
QUELLE PAIX ?**

Le 18 juin, après 11 jours de négociation, l'Etat malien et deux mouvements touaregs (le MNLA et le HCUA, Haut conseil pour l'unité de l'Azawad) ont signé à Ouagadougou un "accord préliminaire" pour permettre le déroulement de la future élection présidentielle à Kidal et dans ses environs, jusque-là sous le contrôle des troupes du MNLA.

Certains n'ont pas hésité à qualifier cet accord d'"historique", d'autres ont déclaré qu'il s'agit d'une "avancée majeure vers la paix". Ce sont des mots qui ne signifient pas grand-chose. Tout d'abord il ne s'agit-là que d'un accord "préliminaire", c'est-à-dire provisoire, où il n'est question ni de désarmement de la rébellion ni d'engagements de l'Etat malien à répondre aux revendications des mouvements touaregs. Tout est remis pour "plus tard", c'est-à-dire après l'élection présidentielle dont le premier tour est prévu pour le 28 juillet. Ce sera au nouveau président malien issu de cette élection d'envisager la signature d'un accord «global et définitif de paix».

De plus, même provisoire, cet accord n'engage qu'une partie de la rébellion armée. Quant aux groupes islamistes du Mujao, d'Ansar Dine et autres mouvements salafistes partisans de la charia, ils sont toujours dans la nature. Dans ces conditions, parler d'accord historique ou d'avancée majeure vers la paix, c' est plus qu'exagéré.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les autorités maliennes signent un tel genre d'accord avec le mouvement touareg. Le 6 janvier 1991 le gouvernement malien représenté par son chef d'état-major et le MPA (Mouvement populaire de l'Azawad) par son dirigeant Iyad Ag Ghali signent l'accord de Tamanrasset en Algérie. Mais à peine quatre mois après, il est rompu avec l'attaque de la ville de Tonka le 10 mai 1991 par une autre branche du mouvement nationaliste touareg. Le 11 avril 1992, un "Pacte national" est signé entre le gouvernement malien et divers mouvements touareg regroupés au sein d'une coordination des MFUA (Mouvements et Front unifiés de l'Azawad). Quelques années plus tard (le 27 mars 1996) a lieu la cérémonie dite de "la flamme de la paix" à Tombouctou, au cours de laquelle des armes appartenant à des rebelles sont symboliquement détruites. Cela n'a nullement mis fin à la rébellion. De nouvelles négociations aboutirent à la signature d'un nouvel accord à Alger, le 4 juillet 2006.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la rébellion a repris avec cette fois-ci, un armement plus conséquent provenant de la débâcle du régime du dictateur libyen Kadhafi. Aux mouvements nationalistes touaregs se sont ajoutés des groupes de fanatiques islamistes. Ils ne se sont pas cantonnés à des actions militaires contre les casernes et les garnisons.../...

de l'armée malienne mais ont pris le contrôle de plusieurs villes importantes du nord, en imposant des lois islamiques moyenâgeuses. Il a fallu l'intervention des troupes de l'ancienne puissance coloniale pour que l'Etat malien reprenne le contrôle de ces villes. Il restait à reprendre Kidal des mains du MNLA mais malgré les fanfaronnades du gouvernement et des généraux maliens, ils ne sont pas en mesure de le faire sans l'appui de l'armée française.

Aujourd'hui on vient de signer l'accord de Ouaga mais combien de temps durera-t-il ? Quelques semaines, quelques mois ? Le président intérimaire du Mali s'est dit fier d'avoir "libéré Kidal" et d'avoir permis à l'Etat malien de recouvrer "l'intégrité de sa souveraineté nationale". Les autres présidents avant lui avaient dit à peu près la même chose après la signature des précédents accords mais on sait ce qu'il en est advenu.

A Bamako, à l'approche de l'élection présidentielle, on assiste à une sorte de surenchère nationaliste entre les différents candidats. C'est à celui qui se montrera le plus farouche défenseur de l'intégrité nationale. Certains vont jusqu'à reprocher à Dioncounda d'avoir accepté de négocier avec le MNLA. Il y en a qui lui reprochent d'avoir accepté trop docilement les ordres venus de Paris. Cette surenchère nationaliste trouve un écho favorable au sein d'une partie de la population de même qu'au sein de l'armée, tout au moins parmi les

cadres intermédiaires et les soldats du rang. C'est dans ce milieu-là que le capitaine Sanogo avait trouvé ses partisans pour renverser l'ex-président Amadou Toumani Touré (ATT). Sanogo n'est pas candidat à la future élection présidentielle mais il représente une force qu'aucun candidat ne peut négliger, d'autant plus que tous misent sur l'armée pour asseoir leur pouvoir sur la population.

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entrainer dans cette surenchère nationaliste car c'est un piège destiné à les enfermer eux-mêmes. Les ennemis des travailleurs de Bamako ne sont pas à Kidal, à Gao ou à Tombouctou mais d'abord à Bamako. Ce sont ceux-là même qui les exploitent et les oppriment. S'il y a du chômage, si les salaires sont dérisoires et les conditions de travail inacceptables, si les prix des denrées sont trop élevés pour leur maigre pouvoir d'achat, ce n'est pas à Kidal qu'il faut chercher les responsables mais à Bamako. Si les caisses de l'Etat sont dilapidées, si la corruption est devenue une institution au pays, il faut d'abord s'en prendre à ceux qui dirigent l'Etat malien. Mais ceux qui détiennent le pouvoir à Bamako ne sont en réalité que des sous-fifres qui dépendent du bon vouloir de leurs maîtres de l'ancienne puissance coloniale.

Les travailleurs, quelle que soit leur origine ethnique, leur région d'origine ou la couleur de leur peau, ont tous les mêmes intérêts.

MALI

DES SOLDATS REVENDIQUENT DES PRIMES ET DES PROMOTIONS



Séance de formation des soldats de l'armée malienne par un instructeur français

Le 8 juin dernier devait se dérouler à la caserne de Koulikoro (environ 60 kilomètres de Bamako) une cérémonie officielle pour célébrer la fin de la formation des 715 premiers militaires maliens (soldats, sous-officiers et officiers) sous l'égide de l'Union Européenne et chapeauté par un général français. Toute une brochette de personnalités politiques locales et internationales était conviée à cette cérémonie où l'on devait montrer un bataillon "opérationnel" et prêt à être envoyé à Kidal. Hélas pour tout ce beau monde, la cérémonie a été reportée au tout dernier moment parce que les soldats ont refusé de s'y

présenter si les autorités ne répondaient pas positivement à leur revendication d'une prime mensuelle de 50 000 F Cfa (75 euros) ainsi que des promotions de grades avant d'être envoyés au front dans le nord du pays.

Du côté des représentants de l'Union européenne certains se sont sentis "soufflés par l'affront fait à l'UE qui dépense 10 millions d'euros pour encadrer ces militaires, qui ensuite demandent à être défrayés pour avoir été formés. On marche sur la tête!". Ils n'en reviennent pas en effet, eux qui croyaient avoir formé des soldats bien "éduqués" et qui devaient servir de modèles à l'ensemble de l'armée malienne.

Du côté du gouvernement malien et de son état-major militaire, on a surtout fait profil bas et minimisé la fronde des soldats en déplorant timidement leurs "demandes inappropriées". Ils ont surtout peur que la fièvre gagne l'ensemble de l'armée, en particulier les 3000 soldats prévus à la même formation. Du coup le "bataillon Waraba" (lion en bambara) a été mis d'office en permission pour éviter de contaminer les promotions suivantes. Mais la principale raison pour laquelle Dioncounda Traoré fait profil bas c'est surtout sa trouille devant l'armée (en particulier le clan du capitaine Sanogo) qui détient le vrai pouvoir à Bamako.

MALI

L'ARMÉE ET LA MILICE SONT COMPLICES DANS LES ASSASSINATS ET LES VOLS

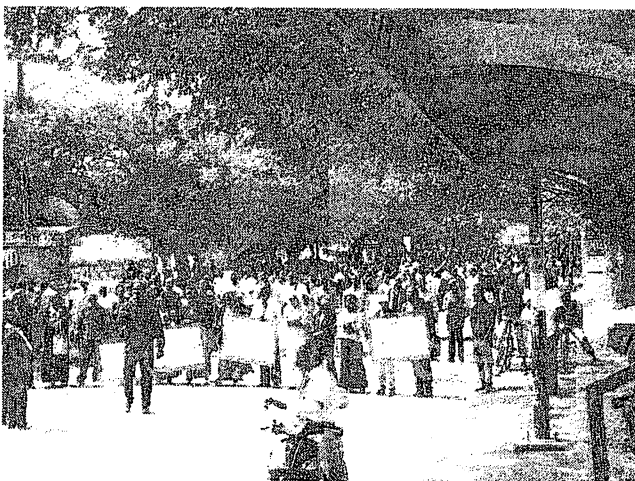
Le 31 mai dernier, dans la région de Tombouctou au village de Bengel, deux bergers touaregs ont été tués par des éléments de la milice Gandakoy qui se sont ensuite emparés d'une partie de leur bétail.

Les deux corps ont été retrouvés au bord du fleuve, emballés dans des sacs. Lorsque la nouvelle s'est répandue, les dirigeants de l'armée

malienne ont fait semblant de s'en inquiéter en disant qu'ils allaient enquêter pour connaître les responsables. Mais les habitants de la région savent très bien que la milice Gandakoy et l'armée malienne sont de mèche dans l'exercice de la violence à l'encontre des populations touarègues qu'elles qualifient de "traîtres" envers l'Etat malien. Ce qui veut dire que les assassins pourront continuer à sévir sans être inquiétés.

SÉNÉGAL

LA COLÈRE DES ENSEIGNANTS FACE AU MÉPRIS DU GOUVERNEMENT



Manifestation d'enseignants en grève en 2012 à Dakar ;
une grève qui a duré 5 mois.

L'année dernière, les enseignants de l'école publique ont dû faire une longue grève de 5 mois et menacer le gouvernement d'une année blanche pour que les autorités de tutelle daignent enfin prendre en compte leurs revendications (déroulement de carrière, amélioration de leurs conditions d'existence, paiement des arriérés, entre autres). Des promesses leur ont été faites mais jusqu'à maintenant aucune n'a été tenue. Même les indemnités liées aux examens de 2012 ne leur ont pas encore été versées.

Face à ce mépris caractérisé, les enseignants ont exprimé leur colère par un nouveau mouvement de débrayages et de grèves

en cette période d'examens de fin d'année. Du coup les examens d'entrée en classe de 6ème qui devaient se dérouler le 17 juin ont été reportés de 10 jours. Ils menacent aussi de boycotter l'examen du baccalauréat prévu pour la première quinzaine de juillet.

Visiblement l'attitude du gouvernement c'est de laisser pourrir la situation en tentant d'opposer les parents d'élèves soucieux de l'éducation de leurs enfants aux enseignants. On montre ces derniers comme des gens égoïstes prenant les parents et les élèves en otage. Et pour signifier qu'il ne reculera pas devant le mouvement des enseignants, le gouvernement a menacé de remplacer les grévistes par des étudiants. Le ministère de l'Education nationale a

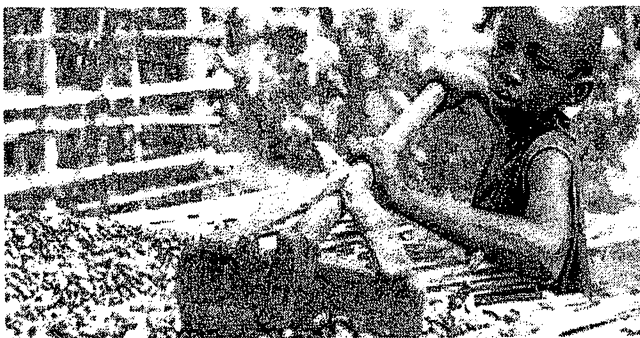
engagé des "séances de travail" avec les étudiants en vue d'utiliser ces derniers comme des casseurs de grèves.

A l'heure actuelle il est encore prématuré d'affirmer si le gouvernement a réussi à entrainer les étudiants contre le mouvement des enseignants. Mais on peut déjà dire que les étudiants ont plutôt intérêt à montrer leur solidarité active avec les enseignants pour que, ensemble, ils fassent reculer le gouvernement. Car derrière le mépris de ce dernier à l'égard des enseignants, il y a une attaque contre l'enseignement public en général, c'est-à-dire contre la grande majorité de la population qui n'a pas les moyens d'envoyer ses enfants dans les écoles privées.

CÔTE D'IVOIRE

LES MULTINATIONALES SÈMENT LA MISÈRE ET BÉNÉFICIENT DU TRAVAIL DES ENFANTS

Le groupe Nestlé Côte d'Ivoire cherche à soigner son image et veut faire croire qu'il s'engage dans la lutte contre le travail des enfants dans la culture du cacao. A grand renfort de publicité, il a lancé un programme baptisé « *plan cacao* ». Dominique Ouattara, l'épouse du président, a été mise à contribution il y a quelques mois pour faire la promotion des « *bonnes œuvres* » financées par la multinationale, telle que la construction d'écoles dans les régions cacaoyères.



Un enfant travaillant dans le séchage du cacao

Dans le cadre de ce même plan qui est à sa 4^{ème} édition, Nestlé vient de distribuer aux producteurs dans l'ouest du pays 30 000 plants de cacao et a annoncé la distribution prochaine de 100 000 plants résistants aux maladies.

La côte d'ivoire, premier producteur mondial de cacao, devrait voir sa production mondiale pour la prochaine saison baisser de 13% et cela inquiète les dirigeants de Nestlé pour leur chiffre d'affaire. La principale raison de cette baisse est à chercher dans la baisse du prix d'achat de cette matière première au niveau des petits producteurs qui finissent par abandonner petit à petit leurs plantations de cacao pour se lancer vers l'hévéa par exemple. Ils mènent une existence misérable car ils sont obligés de céder leur cacao à vil prix à des collecteurs et de multiples intermédiaires qui se sucent au passage sur cette précieuse denrée. Mais à l'autre bout de la chaîne, elle fait la fortune des actionnaires des multinationales telle que Nestlé et ses semblables. Idem pour le café dont ce pays est grand producteur.

Des reportages télé montrent régulièrement le travail des enfants dans les plantations. Sur un ton moralisateur, les pouvoirs publics voudraient imputer cela aux parents qui se font aider dans les champs par leurs propres enfants. Vu les revenus misérables de ces familles, c'est à se demander comment elles pourraient s'en sortir sans l'aide de leur progéniture.

Les bénéfices que Nestlé réalise à travers le monde sont colossaux. Ce groupe finance quelques œuvres sociales qui lui coûtent une peccadille par rapport aux milliards qu'il soutire

de l'exploitation du travail des paysans dans les campagnes et des travailleurs dans les usines de transformation.

TCHAD

DES TRAVAILLEURS EN GRÈVE DE LA FAIM POUR LE PAIEMENT DE LEURS DROITS

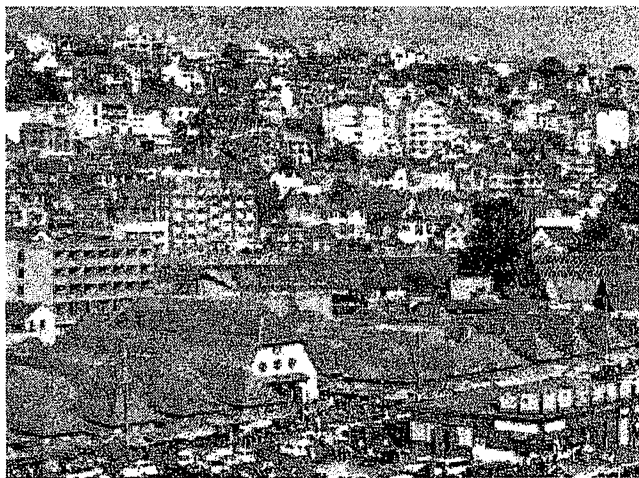
Des anciens ouvriers qui travaillaient sur le site pétrolier de Doba dans le Sud sont en grève de la faim depuis la première semaine de juin à la bourse du travail de Ndjaména pour exiger le paiement de leurs droits. Ils réclament le paiement total des heures supplémentaires, le versement de la prime de fin de chantier, la contribution au bénéfice de l'entreprise, la réinsertion promise par leurs employeurs Exxon, Chevron et Elf, etc.

En 2000-2003, ces travailleurs avaient été employés comme OS au début du forage du

pétrole de Doba et avaient été durement exploités. Le chantier terminé, ils avaient été purement et simplement remerciés. Depuis, ils réclament le versement de certains de leurs droits spoliés. A chacune de leurs revendications, le gouvernement qui défend la cause des exploités, leur oppose la force. Mais ils ont tenu bon malgré les menaces et les intimidations, et les autorités ont fini par accepter de négocier. Mais ce ne sont que des promesses en l'air, sans lendemain, comme par exemple, l'attribution de terrain en compensation ou l'octroi d'un micro crédit.

MADAGASCAR

APRÈS LE LIMOGEAGE DES PARLEMENTAIRES LA CRISE POLITIQUE S'AGGRAVE



Vue générale d'Antananarivo, capitale de Madagascar

Andry Rajoelina, l'actuel chef de l'Etat? vient de limoger 23 parlementaires de sa propre mouvance politique. Ces personnes avaient à ses yeux le tort de soutenir d'autres candidatures que la sienne pour l'élection présidentielle du 24 juillet prochain. Lui-même n'était pas candidat à cette élection, mais il a changé d'avis après que Lalao Ravalomanana, l'épouse de son

prédécesseur déchu, ainsi que Didier Ratsiraka un ancien dictateur nostalgique du poste, se sont déclarés candidats.

Entre temps, Rajoelina a repoussé la date de l'élection aux calendes grecques et garde le pouvoir, au grand dam de ses adversaires qui voudraient l'en déloger pour occuper le poste.

C'est ainsi que la situation de crise politique ouverte depuis le renversement de son prédécesseur il y a 4 ans et demi, connaît aujourd'hui un nouveau rebondissement avec la prolongation du régime dit de transition dont beaucoup ne veulent plus dans le pays.

Il y a d'abord le patronat. La dirigeante du GEM (Groupement des Entreprises Malgaches), principale organisation patronale, a appelé ses membres à faire la grève du versement de la TVA à l'Etat. La moitié des membres de ce groupement applique la consigne. Voici les

raisons que la présidente évoque : *"On a la faiblesse de croire qu'il y a des responsables qui vont réagir, que bientôt, on va savoir quand on aura des élections. Il y a déjà beaucoup d'investissements qui ont été suspendus parce qu'on a vu que les élections étaient remises en cause et on ne peut pas continuer comme cela pendant un mois. Ce n'est pas possible".*

Et il n'y a pas que le patronat qui est mécontent. 21 des 41 candidats qui ont déposé leur candidature se sont coalisés pour s'insurger contre ce qu'ils qualifient de hold-up du pouvoir et comme une impasse politique. Ils appellent le Premier ministre à prendre la tête de l'Etat et déclarent avoir entamé des discussions avec les hauts gradés militaires en vue de destituer l'actuel dirigeant.

La contestation du régime dépasse les frontières du pays. La SADC qui regroupe un certain nombre d'Etats africains appelés à arbitrer le conflit malgache et à trouver une solution à la crise, menace de mettre fin à sa médiation.

De leur côté, les grandes puissances exigent le retrait des trois candidats à la présiden-

tielle en suspendant les visas d'entrée dans l'espace Schengen du couple Rajoelina et s'appêtent à prendre des mesures similaires à l'encontre de Ravalomanana et de Ratsiraka.

Dans une note sur le pays, la Banque mondiale s'inquiète de la perspective du prolongement du régime de transition. La baisse des investissements imputée à l'instabilité du régime actuel aura comme conséquence selon un responsable de cette institution, une augmentation de la pauvreté avec un risque de crise alimentaire grave.

L'auteur de ce point de vue oublie simplement de dire que la décision de la Banque mondiale de fermer le robinet des crédits est pour beaucoup dans les difficultés économiques que connaît le pays.

Dans tous les cas ce ne sont pas les élections qui résoudre les problèmes. Même si elles avaient lieu, les classes pauvres n'obtiendraient rien sans faire valoir leur point de vue et engager des luttes.

CONTROVERSE ENTRE L'EGYPTE ET L'ETHIOPIE À PROPOS DU NIL

Le 20 juin dernier, les ministres en charge de l'eau des pays du bassin du Nil étaient réunis à Juba, capitale du Soudan du Sud. C'est à cette occasion que l'Éthiopie a officialisé sa décision de construire un barrage hydroélectrique gigantesque sur le Nil Bleu. Le chantier a débuté depuis un certain temps. La réaction de l'Égypte a été rapide. Elle proteste énergiquement parce que ce projet remet en question les accords qui la lient à l'Éthiopie et au Soudan sur le partage des eaux du Nil.



Image satellite du Nil et de son delta, en Égypte

Le Nil est le fleuve le plus long du monde. Une de ses sources provient du lac Victoria (Ouganda, Kenya et Tanzanie). Il parcourt environ 6700 km jusqu'à son embouchure en Égypte, en passant par le Soudan. Une autre principale source se trouve en Éthiopie : c'est le lac Tana. C'est là que commence le Nil Bleu; c'est le plus important par ses apports en débit d'eau et en alluvions fertiles. Depuis des millénaires, les rives riches du Nil ont vu naître des civilisations parmi les plus florissantes de l'histoire de l'Humanité. Et même jusqu'à nos jours le Soudan et surtout l'Égypte doivent leur production agricole à l'exploitation du bassin du fleuve.

Le premier accord sur le partage des eaux du Nil date de 1929. Il est signé entre

l'Égypte et la Grande-Bretagne, qui contrôle alors le Soudan, l'Ouganda, le Kenya et l'actuelle Tanzanie. Il accorde 48 milliards de m³ d'eau à l'Égypte et 4 milliards au Soudan. L'Égypte bénéficie également du droit de veto sur toute construction en amont susceptible de réduire le débit de l'eau. Quant à l'Éthiopie, pays indépendant, elle était trop faible à cette époque-là pour défendre ses intérêts sur le partage des eaux du Nil.

En 1959, après l'indépendance du Soudan un nouvel accord est signé entre l'Égypte et le Soudan. 55,5 milliards de m³ sont attribués à l'Égypte et 18,5 au Soudan. L'accord donne à l'Égypte le droit de construire le barrage d'Assouan (qui ne sera réalisé qu'en 1970).

Ces deux accords sont toujours en vigueur aujourd'hui. En gros ces deux pays se partagent les eaux du fleuve et les autres riverains doivent solliciter leur accord pour la mise en œuvre de leurs projets. De toute manière les autres pays n'étaient pas en mesure d'influer sur leurs décisions. C'est ainsi que l'Égypte et le Soudan ont construit chacun leur barrage sur le Nil. Le grand barrage d'Assouan assure à l'Égypte sa production d'énergie électrique, lui permet de réguler le débit du fleuve, de réaliser de nouveaux canaux d'irrigation et de gagner de nouvelles terres agricoles sur le désert. Certes de grands travaux agricoles se réalisent et l'État égyptien pousse les jeunes à quitter Le Caire dont la population explose pour aller à la campagne, travailler la terre et construire de nouvelles villes. Pour 2017 il est prévu d'augmenter les terres cultivables en Égypte de 40%. De toute évidence sans les eaux du Nil aucun de ces projets ne pourrait se réaliser.

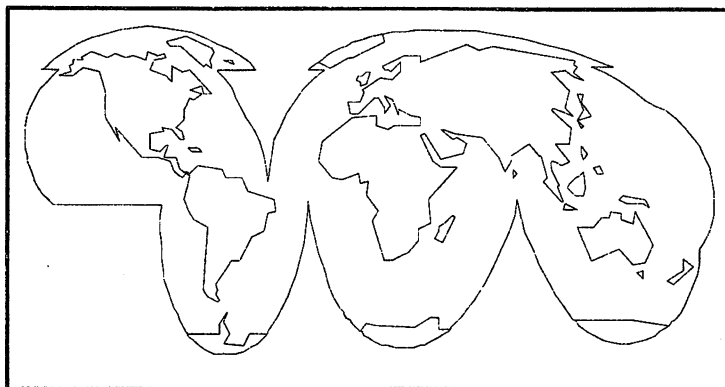
Ces derniers temps l'Éthiopie a engagé des travaux pour la construction d'un grand barrage sur le Nil Bleu en considérant qu'elle n'est pas tenue de respecter les accords qui datent depuis des décennies. Les dirigeants de l'Égypte et du Soudan protestent en invoquant leur "*droit historique sur le Nil*". Les dirigeants égyptiens montent le ton. Ils menacent l'Éthiopie

de représailles militaires. En fait le président Mohamed Morsi, en but à l'opposition, veut paraître intransigeant pour maintenir le calme dans son pays. Après deux semaines de vives tensions le ton baisse. Ces derniers jours s'est tenue une réunion des ministres des Affaires étrangères d'Ethiopie et d'Egypte pour convenir d'une entente et définir une politique de partage des eaux du fleuve.

Dans ce bras de fer, tous les protagonistes prétendent agir au nom des intérêts supérieurs de

leur peuple mais ce ne sont que des mensonges. Ils se moquent en réalité des intérêts des populations pauvres qui souffrent de la malnutrition et du sous-développement. La seule chose qui les intéresse c'est l'enrichissement de leur clan et pour cela ils sont prêts à tout, y compris à monter les populations les unes contre les autres et à prendre le risque d'une guerre fratricide où les principaux perdants seront d'abord les populations pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.